

Depuis 2015, le Tchad fait l'objet d'attaques perpétrées par des groupes armés non-étatiques présents dans le bassin du Lac Tchad engendrant des déplacements massifs de populations, aussi bien internes que transfrontaliers. Le round 20 d'évaluation des sites et des villages mené entre le 26 mars et le 08 mai 2023 dans 250 lieux de déplacement dans la province du lac Tchad a fait état d'une population déplacée totale de 259 768 personnes, dont 215 928 personnes déplacées internes (PDI) (82 % de la population déplacée), 22 893 retournés de l'étranger (11%) et 20 947 anciens déplacés internes (7%). Parmi les localités qui accueillent des PDI, 80 pour cent ont indiqué que la principale cause de déplacement était les attaques armées, tandis que 16 pour cent l'ont été à titre préventif par crainte d'une attaque. Pour les localités qui accueillent des retournés de l'étranger, la principale raison évoquée dans 96 pour cent des localités pour leur retour est l'attaque armée. Quant aux localités qui accueillent les retournés anciennes PDI, les deux principales raisons du retour sont la recherche de moyens de subsistance et la recherche de meilleures conditions sécuritaires, évoquées respectivement par 68 pour cent et 32 pour cent des localités. Un grand nombre de PDI se trouvent dans des lieux de déplacement depuis 2015.

Dans ce contexte de déplacements prolongés et nouveaux, il est crucial de disposer d'outils de collecte de données pouvant guider les stratégies de transition humanitaire et de développement. C'est dans cette optique que la Matrice de suivi des déplacements (*Displacement Tracking Matrix (DTM)*, en anglais) met en place plusieurs outils dans la province du Lac Tchad, dont l'indice de solution et de mobilité. L'objectif de cet indice est d'évaluer la perception de la stabilité des populations déplacées dans leurs zones d'accueil et de mettre en évidence les facteurs influençant cette perception. Le but ultime est de permettre une programmation ciblée dans les localités qui tiennent compte des facteurs qui contribuent le plus à la perception de la stabilité des populations déplacées et, ainsi, permettre des interventions cohérentes qui lient les approches humanitaires, transitoires et de développement en fonction de la situation de la localité.

Ce rapport présente les résultats du round 3 de l'indice de solution et de mobilité dans la Province du Lac Tchad. Les données utilisées pour calculer l'indice de solution et de mobilité ont été collectées entre mars et mai 2023.

1. METHODOLOGIE

L'indice de solution et de mobilité (ISM) combine 43 indicateurs clés de stabilité pour estimer un seul score de stabilité pour chaque localité étudiée. Ces indicateurs portent sur trois thèmes clés essentiels à la stabilité : la sûreté et la sécurité, les moyens de subsistance, les services de base, et la cohésion sociale. Les indicateurs pour chacun de ces thèmes sont regroupés pour créer des sous-scores afin de faciliter la comparaison des localités par thème. (Voir l'annexe 3 pour de plus amples renseignements sur les indicateurs inclus dans la présente analyse). Ces indicateurs, pris dans leur ensemble, mettent en évidence les domaines propices à des solutions durables pour les déplacements internes. Trois « questions d'ancrage » sur la perception de la stabilité dans la communauté (sentiment de stabilité, intentions futures de la communauté, tendances de la situation) sont utilisées pour valider la relation entre le score de stabilité et le sentiment de la communauté. Pour estimer le score de stabilité d'une localité, l'indice de solution et de mobilité utilise une analyse de régression logistique qui compare les 43 indicateurs clés de stabilité avec les réponses aux trois questions de perception. En utilisant la régression logistique, la relation entre ces variables est estimée et la probabilité (0 à 100) de la stabilité des localités peut être produite. Cela permet de mieux comprendre les domaines qui nécessitent des solutions durables pour améliorer la stabilité et la sécurité dans les déplacements internes. Au cours de ce round de collecte, des données ont également été collectées sur les dommages causés par les catastrophes et le niveau d'adaptation, mais elles n'ont pas été utilisées dans le calcul de l'indice de solution et de mobilité. Cependant, l'analyse de ces données se trouve à la page 10.

Table 1: Chiffres des déplacements jusqu'à mai 2023 dans la province du Lac au Tchad

1.1 Aperçu de la collecte de données

L'indice de solution et de mobilité comprend des données collectées par le biais d'entretiens avec des informateurs clés au niveau local dans **250 localités touchées par les déplacements, dans 3 départements (Fouli, Mamdi et Kaya) de la région du Lac**. L'ensemble de ces trois départements partagent une frontière avec le Niger, le Nigéria et le Cameroun.

Les lieux de collecte des données ont été sélectionnés grâce à un exercice de cartographie visant à identifier les zones où se trouvent les personnes déplacées et les retournés (voir l'annexe pour plus d'informations). Les informations sont recueillies par le biais d'entretiens sur le terrain et par téléphone avec des informateurs clés. Ils se sont tenus entre **le 26 mars et le 08 mai 2023**.

Plusieurs informateurs clés ont été interrogés dans chaque localité, ce qui a permis à l'OIM de procéder à une validation croisée des informations. Les informateurs clés comprennent les maires, les chefs de communauté, les travailleurs humanitaires et d'autres représentants de la communauté. La méthode d'interrogation des informateurs clés présente l'avantage de collecter rapidement des informations sur de nombreuses localités, mais elle est limitée en ce sens qu'elle n'est qu'une représentation estimative des points de vue d'une communauté entière. En outre, les résultats de l'IS représentent un instantané des conditions à un moment donné et peuvent donc varier d'un cycle à l'autre ou changer soudainement.

Figure 1: Localités évaluées par sous-préfecture

FOULI	3 SOUS-PREFECTURES	142 LOCATIONS
KAYA	2 SOUS-PREFECTURES	55 LOCATIONS
MAMDI	2 SOUS-PREFECTURES	53 LOCATIONS

 **215 928** PDI

 **22 893** Retournés (de étranger)

 **20 947** Retournés (anciennes PDI)

2. PARTENARIATS

La collecte de données pour le round 3 de l'indice de solution et de mobilité a impliqué de nombreux partenaires qui sont soit des acteurs humanitaires, soit des acteurs étatiques. Les principaux partenaires étatiques étaient la Commission Nationale d'Accueil de Réinsertion des Réfugiés et des Rapatriés (CNARR), le Ministère de la Prospective Economique et des Partenariats Internationaux (MdP) et l'Institut National de la Statistique, des Etudes Economiques et Démographiques (INSEED), tandis que les partenaires humanitaires étaient le cluster CCCM (gestion et coordination des sites de déplacement) et le principal partenaire de mise en œuvre de ce projet, l'Association pour l'Action Humanitaire et le Développement Durable (ACHDR). La raison pour laquelle les partenaires étatiques et humanitaires ont trouvé un intérêt dans ce processus est que tous prévoient d'orienter les résultats vers la planification de solutions durables pour les personnes déplacées.

3. POINTS CLÉS

L'objectif principal de l'indice de solution et de mobilité est d'informer les interventions programmatiques qui peuvent améliorer la perception de la stabilité au niveau des localités ou des groupes afin de faciliter la réintégration durable des populations déplacées dans leurs communautés d'origine et d'empêcher de futurs déplacements forcés. Pour tirer parti de cet indice, le gouvernement (au niveau national et sous-national) et ses partenaires doivent travailler en étroite collaboration pour identifier les localités et regroupements et développer des interventions programmatiques sur mesure pour améliorer la perception de la stabilité sur la base des résultats des différents indicateurs de stabilité, et en particulier avec les variables les plus influentes.

 L'accès aux services varie considérablement d'une localité à l'autre de la province

Les niveaux d'accès aux services varient considérablement entre les trois départements de la province. En général, les localités évaluées à Fouli ont rapporté des niveaux d'accès aux services inférieurs à ceux des localités évaluées à Kaya et Mami, y compris l'accès aux marchés, la disponibilité de l'école primaire, les services de santé de base et l'eau potable. Sur l'ensemble des localités évaluées à Fouli, 63 pour cent avaient un score d'accès aux services inférieur à 50.



Forte association entre la sécurité, le sentiment de stabilité et l'intention de quitter la localité

Les indicateurs les plus étroitement associés au sentiment de stabilité et à l'intention de quitter la localité sont remarquablement similaires dans tous les départements de la province et appartiennent principalement au pilier de la sécurité. Ces indicateurs indiquent si les habitants sont en mesure de mener leurs activités quotidiennes comme d'habitude, s'ils s'inquiètent de la sécurité, de la liberté de mouvement et s'il y a eu des incidents récents en matière de sécurité.



Un impact plus important en utilisant l'analyse en cluster

Les autorités gouvernementales et leurs partenaires peuvent programmer plus efficacement et sur une échelle géographique plus large que le niveau local en utilisant une approche par clusters. Le regroupement de localités similaires en clusters sur la base de leurs caractéristiques peut aider à découvrir les profils distinctifs des régions géographiques afin de faciliter la programmation ciblée de la stabilisation et de la transition.



Possibilités de programmation sur le Nexus Humanité-Développement-Paix

L'analyse des différences entre les localités ayant les scores les plus élevés et les plus bas sur l'indice de solution et de mobilité peut fournir des indications utiles sur les priorités des programmes. Des programmes différents sont nécessaires dans des localités situées aux antipodes de l'indice de solution et de mobilité. Par exemple, dans les localités où l'indice de solution et de mobilité est très faible, des projets humanitaires immédiats peuvent être nécessaires pour améliorer l'accès à l'eau ou aux technologies de l'information et de la communication, alors que dans les localités où l'indice de solution et de mobilité est plus élevé, les programmes de développement peuvent être plus pertinents.

4. VUE D'ENSEMBLE DE L'indice de solution et de mobilité

Pour comprendre la stabilité de la localité, quelques questions clés ont été posées. Les trois questions clés posées étaient les suivantes;

- Laquelle des affirmations suivantes décrit mieux le sentiment de stabilité dans la localité ? (stabilité) Sûr/Pas
- Laquelle des affirmations suivantes décrit mieux la manière dont les habitants de la communauté perçoivent leur capacité à rester dans la localité durant les prochains 6 mois ? (perception de la communauté) Optimiste/Pas optimiste
- Comment votre sentiment de la situation dans votre localité a-t-il changé au cours des 6 derniers mois ? (situation) Optimiste/Pas optimiste

Les figures ci-dessous résument les réponses fournies par les informateurs clés par département.

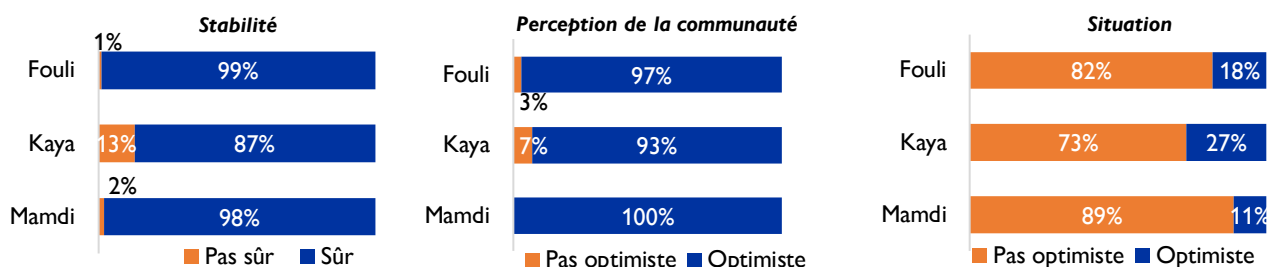


Figure 2: Synthèse des réponses des informateurs clés par département aux trois questions clés

Dans 96 pour cent des localités, les informateurs clés (IC) ont indiqué que le sentiment général est que la localité est stable et sûre, et que les habitants de la localité n'ont pas besoin de partir rapidement, selon la perception de la communauté. Cependant, lorsqu'il s'agit de la question de l'espoir face à la situation actuelle, les résultats sont différents. Dans 81 pour cent des localités, par rapport aux six mois précédents, les IC ont exprimé avoir moins d'espoir quant à l'état de la situation dans leur localité. Ces deux points soulignent qu'il existe des endroits où la sécurité et la perception positive de la communauté sont signalées, mais que les résidents de ces zones sont moins optimistes quant à la situation actuelle qu'ils ne l'étaient il y a six mois, selon les appréciations des informateurs clés. Pour les trois questions, Mamdi a le pourcentage le plus élevé en termes de perception de la communauté, avec 100 pour cent des localités rapportant une perception positive. Cependant, Mamdi a le pourcentage le plus élevé (89%) d'IC qui sont moins optimistes sur la situation dans leur localité par rapport à il y a six mois.

Le tableau ci-dessous présente les combinaisons des trois questions clés.

Stabilité	Perception de la communauté	Situation	Nombre de lieux	Pourcentage de lieux
Pas sûr	Pas optimiste	Pas optimiste	2	1%
Pas sûr	Pas optimiste	Optimiste	2	1%
Pas sûr	Optimiste	Pas optimiste	5	2%
Pas sûr	Optimiste	Optimiste	1	<1%
Sûr	Pas optimiste	Pas optimiste	5	2%
Sûr	Optimiste	Pas optimiste	191	76%
Sûr	Optimiste	Optimiste	44	18%

Les trois principales combinaisons sont les suivantes:

- Oui à la stabilité et à la perception de la communauté, non à la situation : 76 pour cent
- Oui aux trois questions clés : 18 pour cent
- Non à la stabilité et à la situation et oui à la perception de la communauté : 2 pour cent

4.1 Analyse des scores de l'indice de solution et de mobilité (par échelle et par sous-préfecture)

Les scores moyens des indices de stabilité, d'accès aux services, de sécurité et de cohésion sociale par sous-préfecture sont présentés dans la **Figure 3**. Le score moyen de l'indice de solution et de mobilité des 250 localités évaluées dans la province du lac, Tchad est de **70/100**.

En termes de scores d'échelle, les scores moyens dans la province du Lac pour l'accès aux services, la sécurité et la cohésion sociale sont respectivement de 50/100, de 72/100 et de 73/100.

En analysant les données par sous-préfecture, **Baga-sola** a le score de stabilité le plus élevés (74/100) tandis que les scores les plus faibles ont été enregistrés dans la sous-préfecture de **Ngouboua** (64/100).

Les résultats pour les trois échelles révèlent que, pour les moyens de subsistance et les services de base, en général, toutes les préfectures ont enregistré des scores faibles par rapport aux autres indices; la sous-préfecture de **Bol** a le score le plus élevé (56/100), tandis que les sous-préfectures de **Kaiga-Kindjiria** et **Liwa** (45/100) ont les score le plus bas.

En ce qui concerne l'échelle de sûreté et de sécurité, la sous-préfecture qui obtient le meilleurs scores est **Baga-Sola** (75/100). A l'inverse, la sous-préfecture de **Ngouboua** (69/100) a le score le plus faible.

Enfin, sur l'échelle de la cohésion sociale, on constate que la sous-préfecture de **Baga-Sola** a le score le plus élevé (81/100), tandis que la sous-préfecture de **Kaiga-Kindjiria** (70/100) a le score le plus faible.

Figure 3 : Scores moyens des indices de stabilité, d'accès aux services, de sécurité et de cohésion sociale par sous-préfecture

	SI	Service	Sécurité	Cohésion
Baga-sola	74	52	75	81
Bol	72	56	73	72
Daboua	73	51	72	74
Kaiga-Kindjiria	66	45	70	70
Kangalom	71	49	74	71
Liwa	71	45	72	71
Ngouboua	64	51	69	71
Moyenne	70	50	72	73

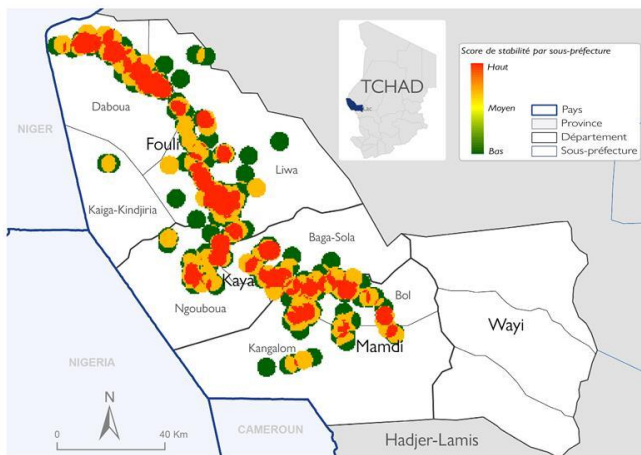
4.2 Scores de stabilité les plus bas et les plus élevés par sous-préfecture

Liwa – Le score de l'indice de solution et de mobilité dans la sous-préfecture de Liwa varie de 20/100 (score le plus bas) à 99/100 (score le plus haut). Si l'on considère le score de l'indice de solution et de mobilité au niveau de la localité, **Dilerom (99/100)** a le score de stabilité le plus élevé et **Limboy (20/100)** a le score de stabilité le plus bas.

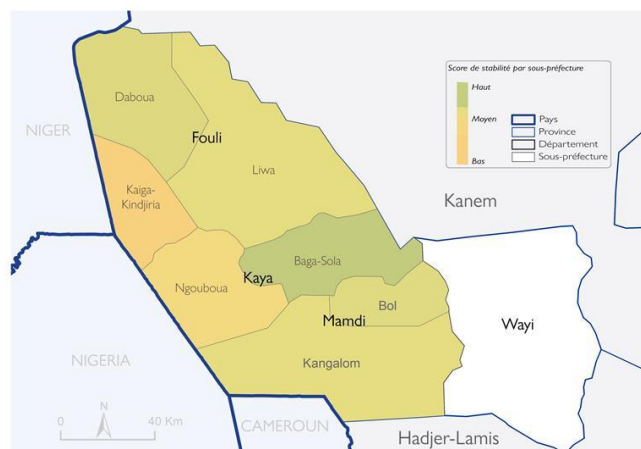
Kangalom – Le score global de stabilité dans la sous-préfecture de Kangalom varie de 58/100 (score le plus bas) à 99/100 (score le plus élevé). Le village de **Koufoua centre (99/100)** a le score de stabilité le plus élevé tandis que le score le plus bas est enregistré par **Village Dodji 2 (58/100)**.

Baga-Sola – L'indice global de stabilité dans la sous-préfecture de Baga-Sola varie de 57/100 (score le plus bas) à 99/100 (score le plus élevé). Le score de stabilité le plus élevé est obtenu par le village de **Dar Nahim 1 (99/100)** tandis que **Taal (57/100)** affiche le score de stabilité le plus faible.

Carte 1: Score de stabilité dans les localités évaluées



Carte 2: Scores moyens de stabilité par sous-préfecture



La représentation et l'utilisation des frontières, des noms géographiques et des données connexes figurant sur les cartes et incluses dans le présent rapport ne sont pas garanties comme étant exemptes d'erreurs et n'impliquent aucun jugement sur le statut juridique d'un territoire, ni aucune approbation ou acceptation de ces frontières par l'OIM.

Daboua – Le score de stabilité varie de 66/100 (score le plus faible) à 99/100 (score le plus élevé) dans la sous-préfecture de Daboua. Les localités de **Daboua (99/100)** et **Chouaram 1 (62/100)** ont respectivement les scores de stabilité les plus élevés et les plus bas.

Ngouboua– La sous-préfecture de Ngouboua affiche un indice de solution et de mobilité allant de 8/100 (score le plus bas) à 95/100 (score le plus élevé). Le score le plus élevé de l'indice de solution et de mobilité est obtenu par le village de **Malmairi 1 (95/100)** tandis que **Aykoulou 2 (8/100)** a le score de stabilité le plus faible.

Bol– Le score de stabilité dans la sous-préfecture de Bol est compris entre 43/100 (score le plus bas) et 96/100 (score le plus élevé). Concernant les localités ayant le score le plus élevé et le plus bas, ce sont respectivement le village de **Kaya Koulboua (96/100)** et **Yiga Site 43/100** qui se démarquent.

Kaiga-Kindjiria– La sous-préfecture de Kaiga-Kindjiria a un score global qui oscille entre 40/100 (score le plus bas) et 85/100 (score le plus élevé). Le score maximum est obtenu par le village de **Magui village (85/100)** et le minimum par le village de **Kandam (40/100)**.

4.3 ÉTUDE DE CAS : Comparaison des localités à faible et à fort score

Aykoulou 2

La localité de **Aykoulou 2** dans le département de Kaya, sous-préfecture de Ngouboua, a un score de stabilité de **8/100**, ce qui est extrêmement faible par rapport au score moyen du Lac (**70/100**). De même, les scores de l'échelle concernant l'accès aux services de base (44) et à la sécurité (37) sont inférieurs aux scores moyens qui sont respectivement de 50 et de 72.

Par ailleurs, les informateurs clés locaux décrivent la situation sécuritaire comme volatile et dangereuse. Ils ont également indiqué qu'ils pourraient devoir partir dans un avenir proche en raison des problèmes de sécurité, mais ils restent plus optimistes quant à la situation qu'il y a 6 mois.

Si l'on examine les variables à fort impact dans cette localité, on constate que il n'y a pas de centre de santé dans la localité et qu'il y a une augmentation du nombre d'incidents de sécurité liés aux activités des groupes armés non étatiques dans la localité au cours des trois derniers mois.

En outre, les résidents sont très inquiets de la situation sécuritaire. De même, les mouvements des résidents sont restreints et cela a un impact important sur leur vie quotidienne. Enfin, les rues sont animées et les habitants peuvent mener des activités, mais la situation reste tendue.

Dilerom

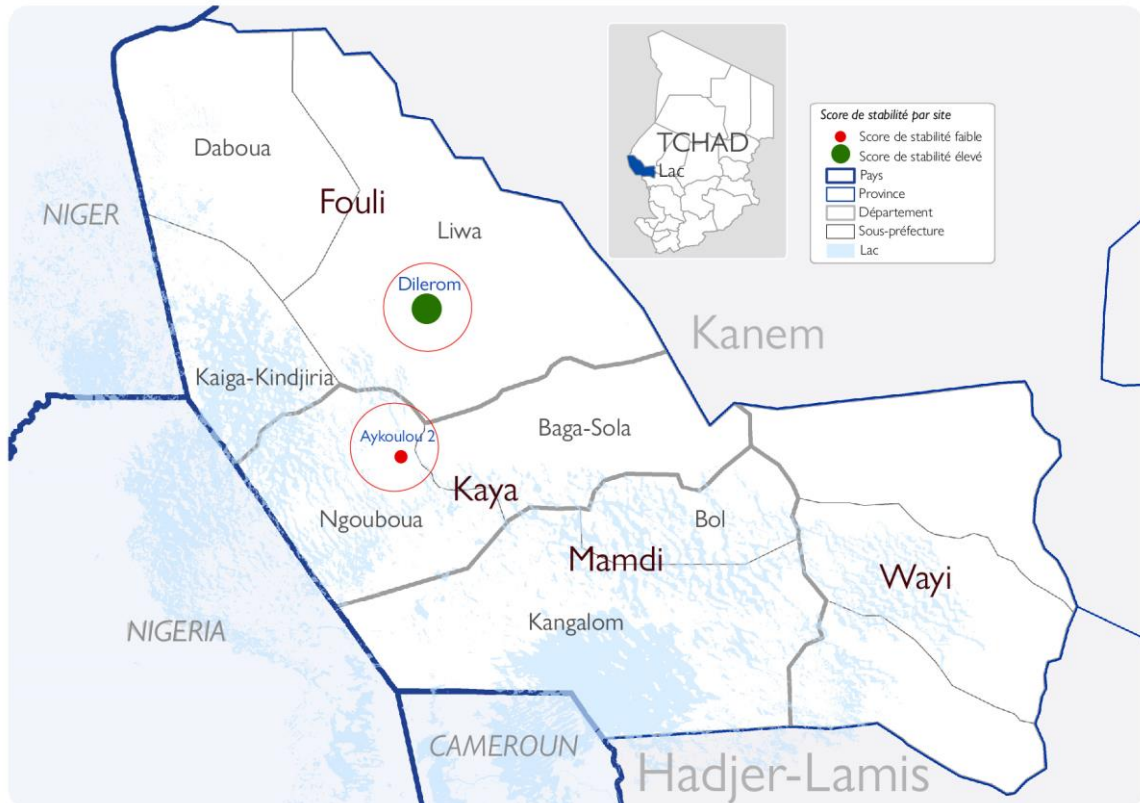
A contrario, la localité de **Dilerom** dans la sous-préfecture de Liwa a un score de stabilité de **99/100**, soit le score de stabilité le plus élevé de toutes les localités évaluées. Cette localité se distingue également par le score de sécurité (69).

La situation en matière de sécurité est décrite comme stable et sûre par les informateurs clés. Les résidents de cette localité ont indiqué qu'ils n'avaient pas besoin de partir prochainement pour des raisons de sécurité et sont plus optimistes quant à la situation qu'il y a 6 mois.

La petite criminalité et les incidents de sécurité liés aux activités des groupes armés non-étatiques n'ont pas connu de changement au cours des trois derniers mois. Les habitants de cette localité ne sont nullement préoccupés par la situation sécuritaire. De même, il n'y a pas de restrictions de déplacement, les rues sont animées et les habitants peuvent vaquer à leurs occupations sans inquiétude.

Cependant, les résidents ont déclaré des vols de bétail dans la localité au cours des 6 derniers mois, ainsi qu'un accès inégal aux services de base. Aussi, la plupart des résidents n'ont pas de documents d'identité et ont mentionné qu'il leur serait difficile d'en obtenir.

Figure 4 : Localisation de Kilikara (faible score) et Keiga (fort score)



La représentation et l'utilisation des frontières, des noms géographiques et des données connexes figurant sur les cartes et incluses dans le présent rapport ne sont pas garanties comme étant exemptes d'erreurs et n'impliquent aucun jugement sur le statut juridique d'un territoire, ni aucune approbation ou acceptation de ces frontières par l'OIM.

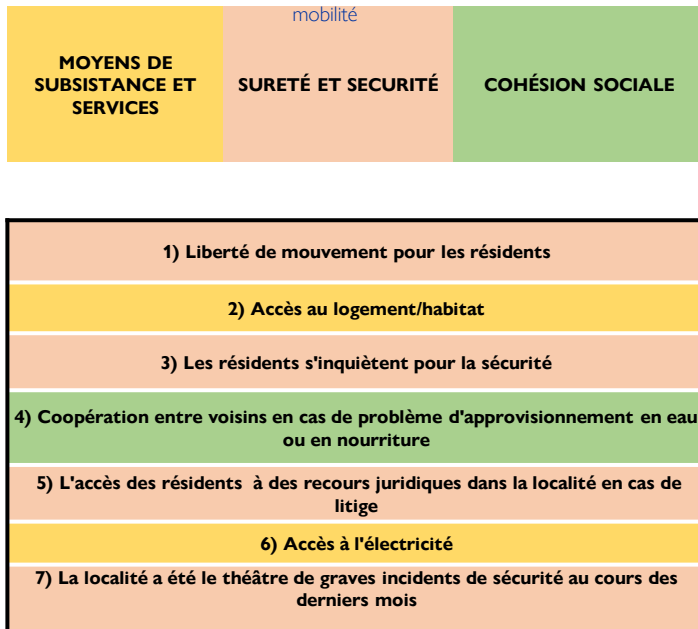
5. ANALYSE DES PRINCIPAUX INDICATEURS INFLUENÇANT LA VARIABILITÉ ENTRE LES LOCALITÉS

L'indice de solution et de mobilité utilise la régression logistique pour comprendre l'impact de chaque indicateur sur le score de stabilité. Les indicateurs ayant le poids le plus important ont le plus d'influence sur la détermination du score de stabilité. L'exploration de ces indicateurs clés permet d'identifier les facteurs importants qui varient le plus entre les différentes localités de la région et qui peuvent donc avoir un impact sur la perception de la stabilité.

Dans cette section, les dix principaux indicateurs sont présentés; ceux qui ont des implications programmatiques importantes et peuvent être mobilisés par la communauté humanitaire dans son ensemble, ainsi qu'une analyse plus approfondie de cinq variables clés de stabilité et de la perception de la stabilité. Cette analyse donne des indications sur les éventuels programmes et politiques à mettre en œuvre dans les communautés cibles.

5.1 Principaux indicateurs

Figure 4 : Top 7 des indicateurs clés de l'indice de solution et de mobilité



La Figure 4 présente les indicateurs clés de l'indice de solution et de mobilité. Dans l'ensemble, les indicateurs de sûreté et de sécurité et ceux des moyens de subsistance et services semblent être les plus influents en matière de stabilité de la province du lac Tchad. En effet, 4 des 7 indicateurs les plus influents se situent sur l'échelle de la sûreté et de la sécurité, à savoir : la liberté de mouvement pour les résidents (1e rang), les préoccupations des résidents en matière de sécurité (3e rang), l'accès des résidents à des recours juridiques dans la localité en cas de litige (5e rang) et la localité a été le théâtre de graves incidents de sécurité au cours des derniers mois (7e rang).

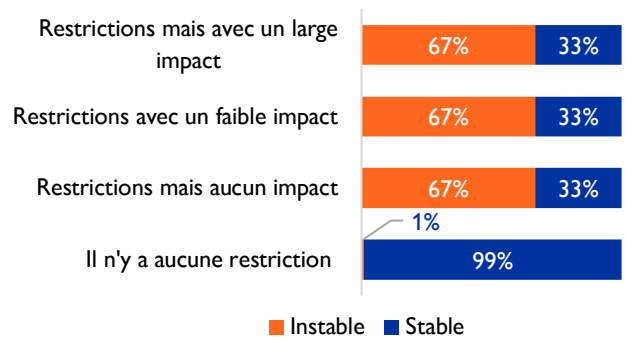
L'échelle des moyens de subsistance et des services de base compte deux indicateurs dans le top 7 des plus influents. Il s'agit de l'accès au logement ou à l'habitat (2e rang) et de l'accès à l'électricité (6e rang).

Enfin, un seul indicateur de cohésion sociale est présent dans le top 7 des variables les plus influentes : la coopération entre voisins en cas de problème d'approvisionnement en eau ou en nourriture (4e rang).

5.2 Indicateurs clés ayant des implications programmatiques pour l'OIM

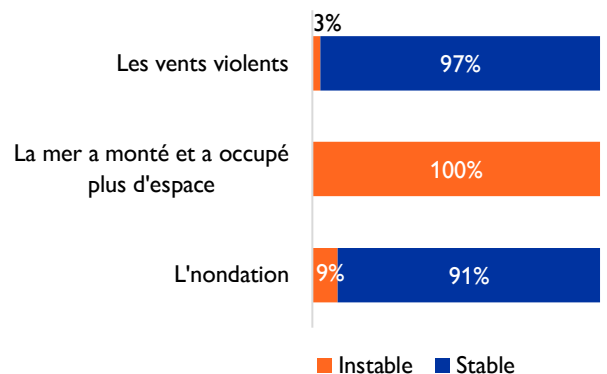
Lorsque nous examinons les domaines qui ont des implications plus programmatiques pour l'OIM, comme la liberté de mouvement, nous constatons que cette variable est fortement corrélée à la stabilité perçue. En effet, 99 pour cent des localités qui ont déclaré ne pas avoir de restrictions à la liberté de mouvement ont également déclaré se sentir en sécurité et stables sur la situation dans la localité. Inversement, 67 pour cent des localités qui ont indiqué des restrictions à la liberté de mouvement avec un impact significatif sur leur vie quotidienne ont également déclaré se sentir en insécurité et instables.

Figure 5 : Liberté de mouvement et perception de la stabilité



Sur les 61 localités où les informateurs clés ont déclaré qu'il y avait eu au moins une ou plusieurs catastrophes naturelles par an au cours des cinq dernières années, une seule a été touchée par la montée des eaux et la localité est instable. Les principales causes de catastrophes naturelles signalées par les informateurs clés sont les inondations et les vents violents. En ce qui concerne les localités touchées par les inondations, 91 pour cent d'entre elles sont stables, tandis que 9 pour cent sont instables. Les résultats sont similaires pour les localités touchées par des vents violents avec 97 pour cent d'entre elles stables et 3 pour cent instables.

Figure 6 : Principale cause des catastrophes naturelles et perception de la stabilité



1. Liberté de mouvement pour les résidents (Sécurité)

La liberté de mouvement est le premier indicateur le plus influent de la stabilité perçue dans les localités évaluées. C'est à Daboua, Bol et Baga-Sola que l'on trouve le pourcentage le plus élevé (100%) de localités n'ayant subi aucune restriction de mouvement au cours des trois derniers mois, suivi de Liwa (99%) et de Kangkalom (95%). Il est important de noter que 8 pour cent des localités évaluées à Ngouboua ont subi des restrictions de mouvement à fort impact et quelques restrictions à faible impact (8%) au cours des trois derniers mois.

2. Accès au logement ou à l'habitat (Services)

L'incidence de l'accès au logement, est la deuxième variable clé dans la perception de la stabilité dans les localités évaluées. Si l'on considère les localités qui ont enregistré plus de la moitié de la communauté ayant accès à un logement, la sous-préfecture de Bol occupe la première place (100%), suivie des localités de Dabou (98%), Ngouboua (96%), Kangkalom (95%) et Kaiga-Kindjiria (86%). À l'inverse, dans les sous-préfectures de Baga-Sola, Liwa et Kaiga-Kindjira 20 pour cent, 16 pour cent et 14 pour cent respectivement, des localités évaluées n'ont moins de 50 % de la communauté a accès à un logement.

3. Les résidents s'inquiètent pour la sécurité (Sécurité)

Les préoccupations sécuritaires des résidents des localités évaluées ont également joué un rôle clé dans l'influence des perceptions de la stabilité. Ngouboua est la seule sous-préfecture qui compte le plus grand nombre de localités (4%) où les informateurs clés ont indiqué que les résidents s'inquiètent pour leur sécurité. En revanche, tous les informateurs clés à Baga-Sola ont indiqué que les résidents ne s'inquiètent pas pour leur sécurité.

4. Coopération entre voisins en cas de problème d'approvisionnement en eau ou en nourriture (Cohésion sociale)

La vie publique quotidienne est le quatrième indicateur le plus influent de la stabilité perçue des localités évaluées. Le graphique montre que dans la plupart des localités, la vie publique quotidienne est normale. Néanmoins, dans la sous-préfecture de Liwa, dans 2 pour cent des localités évaluées, les gens ne peuvent sortir qu'en cas de nécessité, et 9 pour cent des localités font état de rues animées avec une certaine tension. De même, 50 pour cent des localités de Kaiga-Kindjiria déclarent que les rues sont animées, mais qu'une certaine tension est toutefois présente. A l'inverse, 100 pour cent des localités de Baga-Sola déclarent que la vie publique quotidienne est animée sans aucune inquiétude.

5. L'accès des résidents à des recours juridiques dans les localités en cas de litige (Sécurité)

L'accès des résidents à des recours juridiques dans les localités en cas de litige est le cinquième indicateur le plus influent de la stabilité perçue dans les localités évaluées. C'est à Baga-Sola qu'on trouve le pourcentage le plus élevé (80%) de localités où la communauté a accès à des recours juridiques formels et informels, suivi de Ngouboua (52%) et de Liwa (47%). La majorité des résidents de Bol (75%) ont accès seulement à des recours juridiques informels. Les pourcentages des résidents ayant juste accès aux recours formels sont plus bas que ceux ayant accès aux recours informels, avec Kaiga-Kindjiria ayant le plus fort pourcentage parmi ses localités (7%).

Figure 7 : La liberté de mouvement

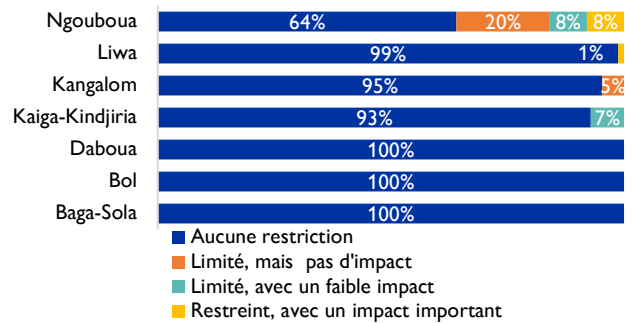


Figure 8 : L'accès au logement ou à l'habitat

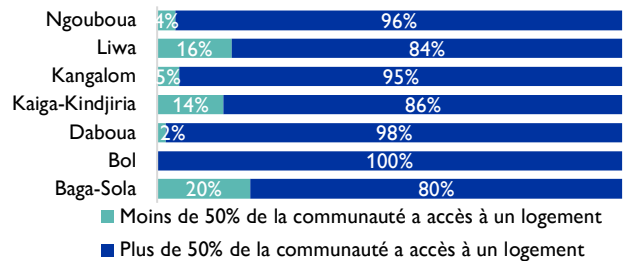


Figure 9 : Les préoccupations sécuritaires

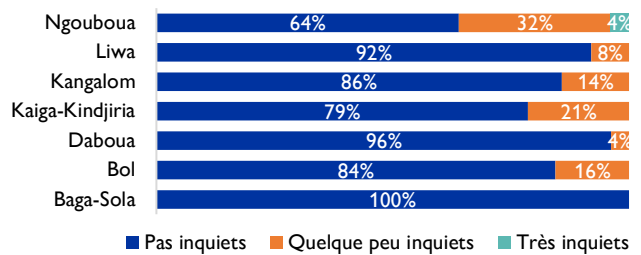


Figure 10 : La coopération entre voisins en cas de problème d'approvisionnement en eau ou en nourriture

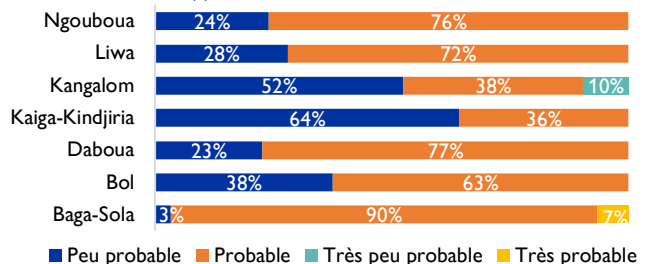
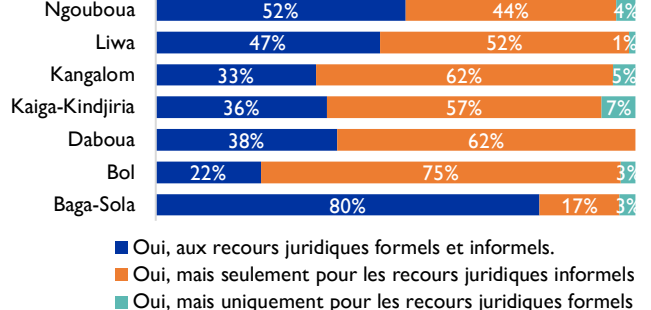


Figure 11 : L'accès des résidents à des recours juridiques en cas de litige



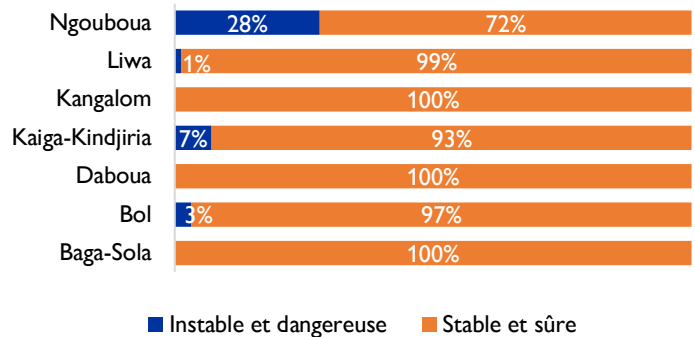
La première section du questionnaire est axée sur la perception de la stabilité par les informateurs clés dans les localités évaluées. Ces "questions d'ancrage" ont été utilisées pour valider les résultats de l'indice de solution et de mobilité par rapport aux perceptions autodéclarées dans la communauté. Trois questions principales ont été posées aux informateurs clés pour mesurer la perception de la stabilité dans leurs communautés.

1. Sentiment de stabilité

Les résidents de la localité se sent-elle sûre ou peu sûre ?

La plupart des informateurs clés (96%) des localités évaluées ont déclaré que leurs localités se sentent en sécurité, tandis que quatre pour cent (4%) ont déclaré que leurs localités ne sont pas sûres (**Figure 12**). Lorsque l'on désagrège par sous-préfecture, le plus grand pourcentage de celles où les résidents ne se sentent pas en sécurité se trouve à Ngouboua (28%). Les localités de Kaiga-Kindjiria et de Bol suivent avec respectivement 7 pour cent et 3 pour cent de sentiment d'insécurité rapporté. En revanche, 100 pour cent des habitants des sous-préfectures de Baga-Sola, de Daboua et de Kangelom se déclarent en sécurité.

Figure 12: Sentiment de stabilité

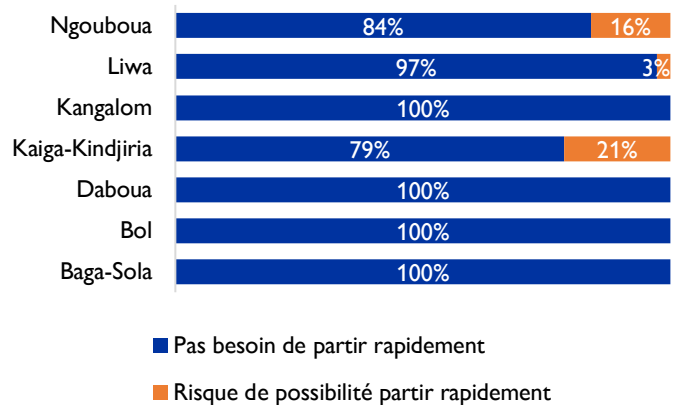


2. Intentions futures de la population

Comment les habitants de la localité perçoivent leur capacité à rester dans la localité au cours des 6 prochains mois ?

En ce qui concerne les intentions futures (**Figure 13**), dans l'ensemble, 96 pour cent des informateurs clés ont déclaré que les résidents ne prévoient pas de quitter leur emplacement actuel au cours des 6 prochains mois. La nécessité de quitter rapidement la zone pour des raisons de sécurité et de stabilité a été signalée par respectivement 21 pour cent, 16 pour cent et 3 pour cent des informateurs clés des sous-préfectures de Kaiga-Kindjiria, de Ngouboua et de Liwa. Il est intéressant de noter que ces trois sous-préfectures ont également signalé le plus grand nombre d'endroits peu sûrs et instables à la question précédente. Enfin, Baga-Sola, Bol, Daboua et Kangelom sont les sous-préfectures où personne n'envisage de quitter les lieux pour des raisons de sécurité (100%).

Figure 13: Intentions futures

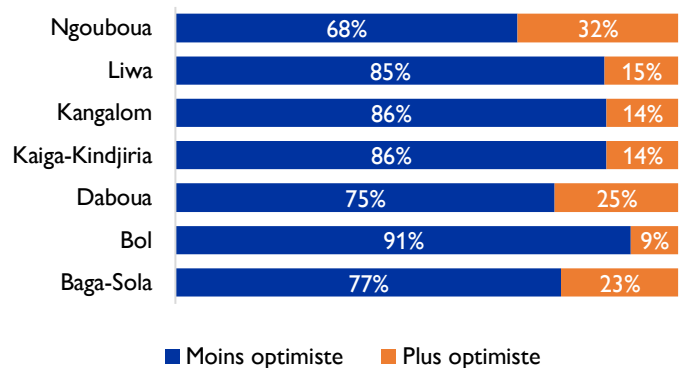


3. Changements de perception au cours des six derniers mois

Les gens ont-ils plus ou moins d'espoir quant à l'état de la communauté par rapport à la situation six mois auparavant ?

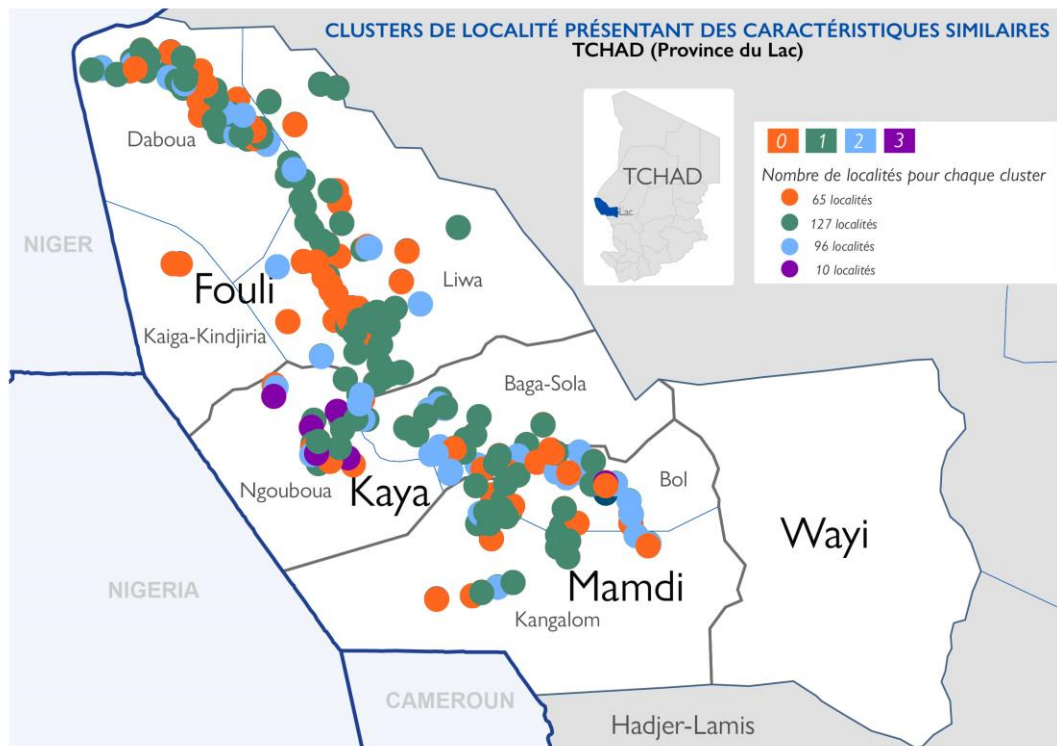
En réponse à la question sur l'évolution de la situation dans leur localité au cours des six derniers mois, seules 19 pour cent des localités sont plus optimistes quant à l'état futur de leurs communautés qu'elles ne l'étaient six mois avant la collecte des données, contre 81 pour cent moins optimistes (**Figure 14**). Les trois sous-préfectures où les résidents sont les moins optimistes sont Bol (91%), Kangelom (86%) et Kaiga-Kindjiria (86%). En revanche, dans la sous-préfecture de Ngouboua, environ 32 pour cent des résidents sont plus optimistes quant à l'état futur de leur communauté qu'ils ne l'étaient six mois auparavant. Ces résultats contrastent avec les deux questions précédentes dans lesquelles 28 pour cent des localités de Ngouboua se disaient en insécurité et 16 pour cent où les habitants envisageaient de partir prochainement.

Figure 14: Perception de l'évolution de la situation



6. ANALYSE DE CLUSTERS

Figure 16 : Clusters de localités présentant des caractéristiques similaires



La représentation et l'utilisation des frontières, des noms géographiques et des données connexes figurant sur les cartes et incluses dans le présent rapport ne sont pas garanties comme étant exemptes d'erreurs et n'impliquent aucun jugement sur le statut juridique d'un territoire, ni aucune approbation ou acceptation de ces frontières par l'OIM.

6.1 Génération de clusters

Le regroupement de localités similaires en clusters peut aider à découvrir les profils distinctifs des régions géographiques afin de faciliter une programmation ciblée. La carte ci-dessus visualise les localités évaluées dans la province du lac Tchad divisées en trois clusters. Chaque couleur représente un regroupement de localités ayant des réponses similaires à l'enquête sur l'indice de solution et de mobilité.

6.2 ÉTUDE DE CAS : Comparaison des clusters

La **Figure 16** fournit une ventilation des scores moyens de l'indice de solution et de mobilité (IS) pour chacun de ces clusters. Le cluster à fort IS, à savoir le cluster 2 se trouve principalement autour des villes de **Baga-Sola**, de **Daboua** et de **Bol**. Le cluster avec l'indice de solution et de mobilité moyen le plus bas, le cluster 3, est composé de localités situées principalement dans les sous-préfectures de Ngouboua et de Kaiga-Kindjiria.

Dans la **Figure 17**, où l'indice de solution et de mobilité moyen et les scores des sous-indices sont rapportés pour chaque cluster, il est intéressant de noter que les clusters ayant des scores moyens d'IS différents ont des scores de sous-indices relativement similaires.

Figure 17 : Scores des différents clusters

	Echelle			
	Indice de stabilité	Services	Sécurité	Cohésion
Cluster 0 : Score sécurité élevé	76	61	73	58
Cluster 1 : Score cohésion sociale élevé	69	44	71	79
Cluster 2 : Score sécurité et cohésion social élevés	77	65	79	78
Cluster 3 : Score cohésion sociale élevé	35	42	59	65

7. DOMMAGES CAUSÉS PAR DES CATASTROPHES

La majorité des localités évaluées (76%) ont déclaré qu'il n'y avait jamais eu de catastrophes, alors que 21 pour cent des localités ont eu, en moyenne, une catastrophe par an. C'est principalement les sous-préfectures de Baga-Sola, de Ngouboua et de Bol, avec 40 pour cent, 32 pour cent et 25 pour cent respectivement, qui ont enregistré, en moyenne, une catastrophe par an. Les localités évaluées à Ngouboua ont aussi enregistré un pourcentage significatif (16% des localités) ayant en moyenne entre 2 et 5 catastrophes par an, au cours des 5 dernières années.

Figure 19: La fréquence des catastrophes au cours des 5 dernières années dans localités évaluées

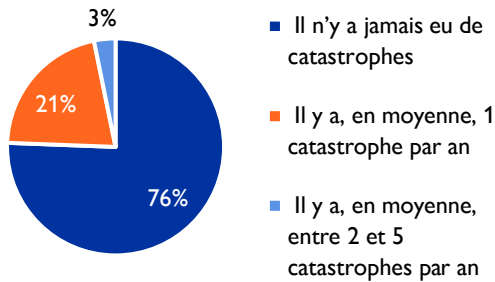


Figure 20: Le type de catastrophes ayant le plus frappé les localités au cours des cinq dernières années

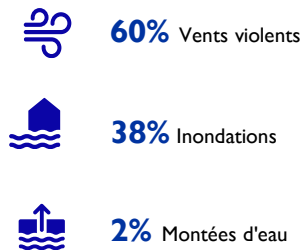


Figure 21: La fréquence des catastrophes au cours des 5 dernières années par sous-préfectures évaluées

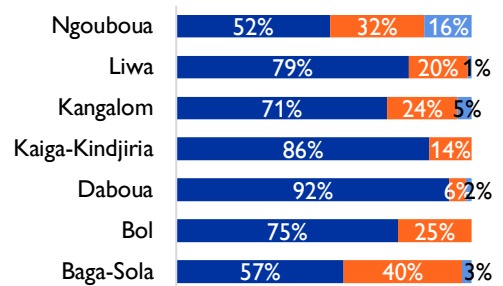
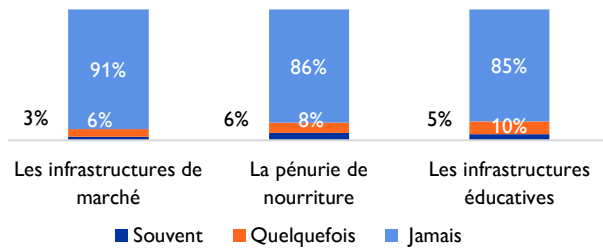


Figure 22: Les dommages/effets des catastrophes sur les infrastructures et l'indisponibilité de nourriture



Parmi les localités affectées par les catastrophes, 5 pour cent ont déclaré que celles-ci, souvent, affectent et causent des dommages aux infrastructures éducatives. Ces dommages affectent aussi les marchés (3%) et augmentent de ce fait les pénuries en nourriture (6%).

Figure 23: La relation entre l'existence des politiques locales de préparation face aux aléas climatiques et la connaissance des sources d'information communautaires sur la sensibilisation à la préparation et à la réponse aux catastrophes

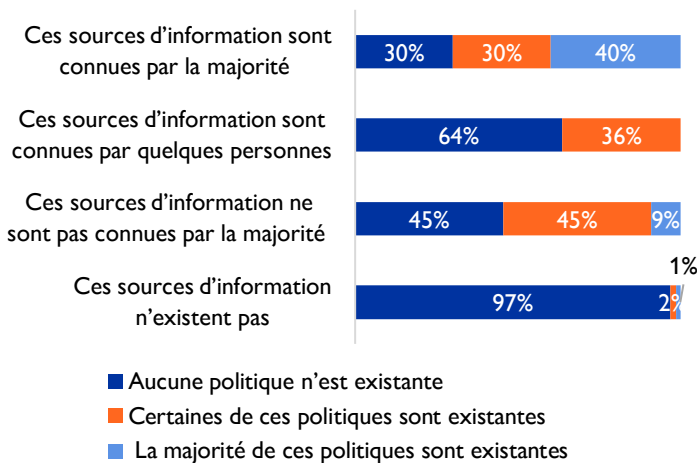
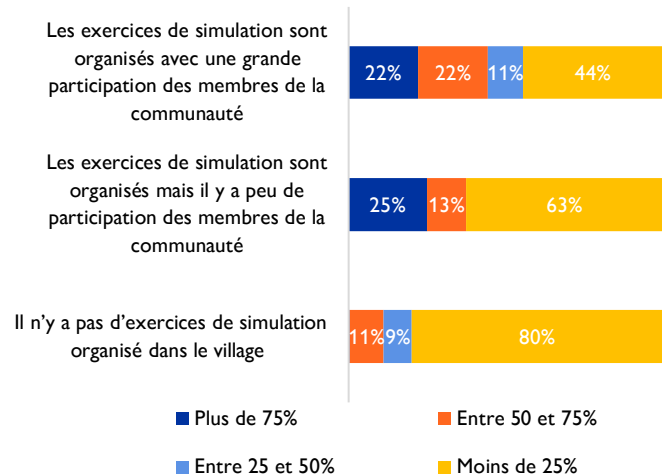


Figure 24: La participation aux exercices de simulation et la proportion des terres pouvant être affectées par les catastrophes



La participation aux exercices de simulation influence la perception des localités par rapport aux terres qui peuvent être affectées par les catastrophes. On constate que lorsqu'il y a des exercices de simulation avec une grande participation des membres de la communauté, les réponses sont plus réalistes, avec 22 pour cent des localités qui déclarent que plus de 75 pour cent des terres peuvent être affectées par des catastrophes dans le futur.

Lorsque la relation entre l'existence des politiques locales de préparation face aux aléas climatiques et la connaissance des sources d'information communautaires sur la sensibilisation à la préparation et à la réponse aux catastrophes sont analysées conjointement, on constate que lorsque ces sources d'informations n'existent pas, la majorité des localités déclarent qu'il n'y a pas de politique de préparation (97%). A l'inverse, ces sources sont connues par la majorité quand la majorité de ces politiques existent (40%).

7. CONCLUSION

Les résultats de cette troisième série de collecte de données de l'enquête de l'indice de solution et de mobilité, effectuée dans 250 localités réparties dans 3 départements (Fouli, Mamdi et Kaya) de la région du Lac Tchad, montrent quelques variations du niveau de stabilité dans les différentes localités couvertes par cette évaluation effectuée entre les mois de mars et de mai 2023.

Les résultats des scores de stabilité des localités ont été globalement influencés par les indicateurs de moyens de subsistance et d'accès aux services (par exemple accès au marché et accès à la communication), de cohésion sociale (vie quotidienne) et de sécurité (par exemple liberté de circulation et présence des groupes armés non-étatiques dans les localités).

La programmation peut avoir un impact significatif si elle se concentre sur les domaines pertinents liés aux moyens de subsistance et aux services de base, puisque c'est l'indicateur qui pèse le plus sur l'indice de solution et de mobilité avec un score moyen de 50/100 pour l'ensemble des localités évaluées. L'analyse présentée dans ce rapport permet de mieux comprendre les principaux indicateurs d'influence, les différentes dynamiques dans les localités affectées par la crise et de mieux comprendre les réponses programmatiques possibles et recommandées dans les communautés ciblées.

Malgré la crise sécuritaire au nord et au centre du pays, la stabilité de certaines localités évaluées dans les sous-préfectures de Baga-Sola (74/100), de Daboua (73/100) et de Bol (72/100) était globalement bonne au cours de cette évaluation. Néanmoins, la stabilité dans les sous-préfectures de Ngouboua (64/100) et de Kaiga-Kindjiria (66/100) est supérieure à la moyenne générale, mais ont enregistré les scores les plus inférieurs parmi les localités évaluées.

L'analyse montre que le score de sécurité des sous-préfectures de Baga-Sola (75/100), de Kangelom (74/100) et de Bol (73/100) est supérieur à la moyenne nationale. Cela s'explique principalement par le fait que pour certains des indicateurs clés qui influencent la stabilité, comme la liberté de mouvement, les informateurs clés ont indiqué qu'il n'y avait aucune restriction des mouvements dans la localité et que le sentiment général était que la localité était stable et sûre.

Bien que ce ne soit que dans **1 pour cent** des localités évaluées que les informateurs clés ont déclaré ne pas être sûrs de la stabilité, ne pas être optimistes quant à la capacité des habitants à rester dans la localité durant les six prochains mois et ne pas être optimistes quant à la situation dans la localité sur la base des six derniers mois, dans **18 pour cent** des localités, les informateurs clés étaient sûrs de la sécurité, optimistes quant à la capacité des habitants à rester dans la localité dans les six prochains mois et optimistes quant à la situation dans la localité sur la base des six derniers mois. Pour la **majorité** des localités (76%), bien que les informateurs clés soient sûrs de la sécurité et optimistes quant à la capacité des habitants à rester dans la localité au cours des six prochains mois, ils ne sont pas optimistes quant à la situation dans la localité sur la base des six derniers mois.

Si l'on considère les trois principaux piliers (moyens de subsistance et accès aux services, sécurité et cohésion sociale) utilisés pour déterminer la stabilité d'une localité, on constate que ce **sont les moyens de subsistance et l'accès aux services** qui font le plus baisser le score de stabilité, avec un score moyen de seulement **50/100** pour les 250 localités évaluées. Le score pour les moyens de subsistance et l'accès aux services est inférieur à la moyenne dans les sous-préfectures de Kaiga-Kindjiria (45/100), de Liwa (45/100) et de Kangelom (49/100) et juste au-dessus de la moyenne dans les sous-préfectures de Ngouboua (51/100), de Daboua (51/100), de Baga-Sola (52/100) et de Bol (56/100). Les principaux indicateurs qui ont fait baisser le score des moyens de subsistance et de l'accès aux services sont :

- **Accès à l'électricité** avec un score moyen de 0,1/10,0 pour l'ensemble des localités évaluées.
- **Situation du secteur public** avec un score moyen de 1,1/10,0 pour l'ensemble des localités évaluées.
- **Connectivité à Internet** avec un score moyen de 1,2/10,0 pour l'ensemble des localités évaluées.
- **Situation de l'école primaire** avec un score moyen de 3,5/10,0 pour l'ensemble des localités évaluées.
- **Marché local** avec un score moyen de 4,1/10,0 pour l'ensemble des localités évaluées.
- **Services de santé de base** avec un score moyen de 4,6/10,0 pour l'ensemble des localités évaluées.

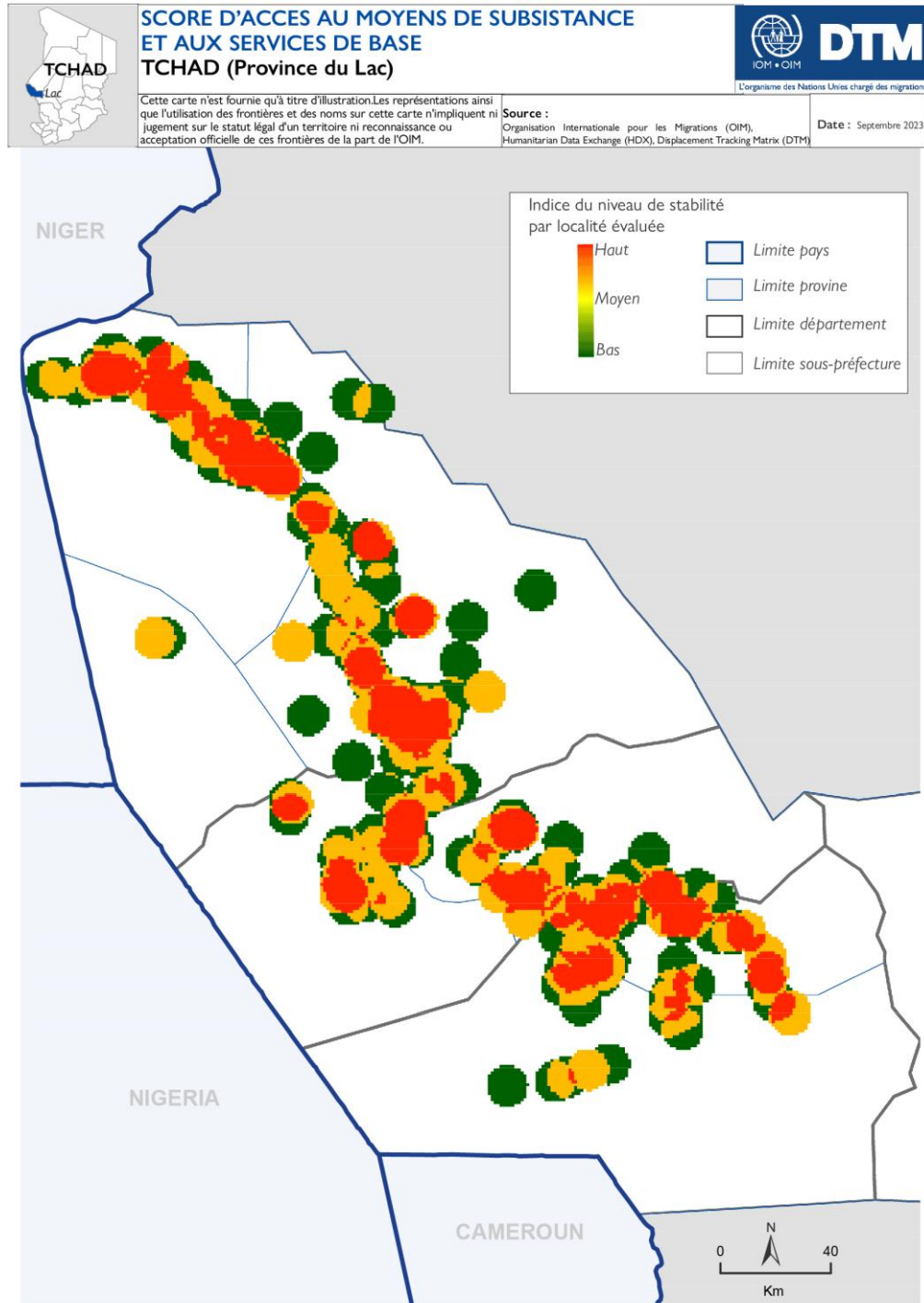
D'autres indicateurs de la cohésion sociale ont joué un rôle négatif sur le score global de stabilité. Les deux principaux sont les suivants :

- **Participation à la vie publique** avec un score moyen de 1,6/10,0 pour toutes les localités évaluées.
- **Possession de documents d'identité** avec un score moyen de 5,5/10,0 pour l'ensemble des localités évaluées.

Le fait que ces variables aient un impact négatif sur le score de stabilité souligne la nécessité d'élaborer des réponses ayant un impact positif sur les variables spécifiques, en plus des programmes de redressement plus "traditionnels" qui favorisent les moyens de subsistance et l'accès aux services publics de base. Il est également important d'examiner d'autres variables liées à la sécurité qui permettraient d'améliorer le score de stabilité.

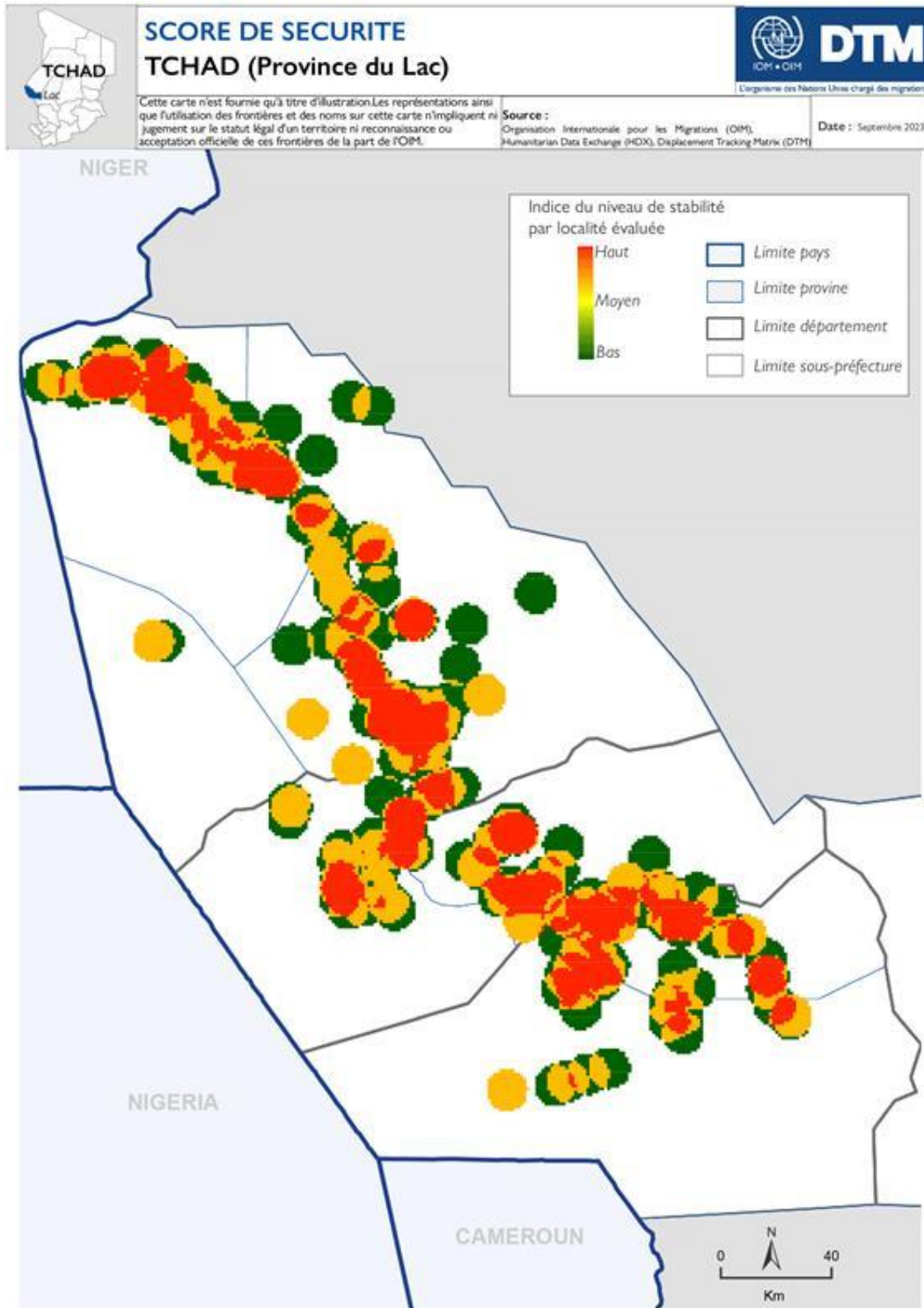
8. ANNEXE I – Cartographies

8.1 Score d'accès aux moyens de subsistance et aux services de base



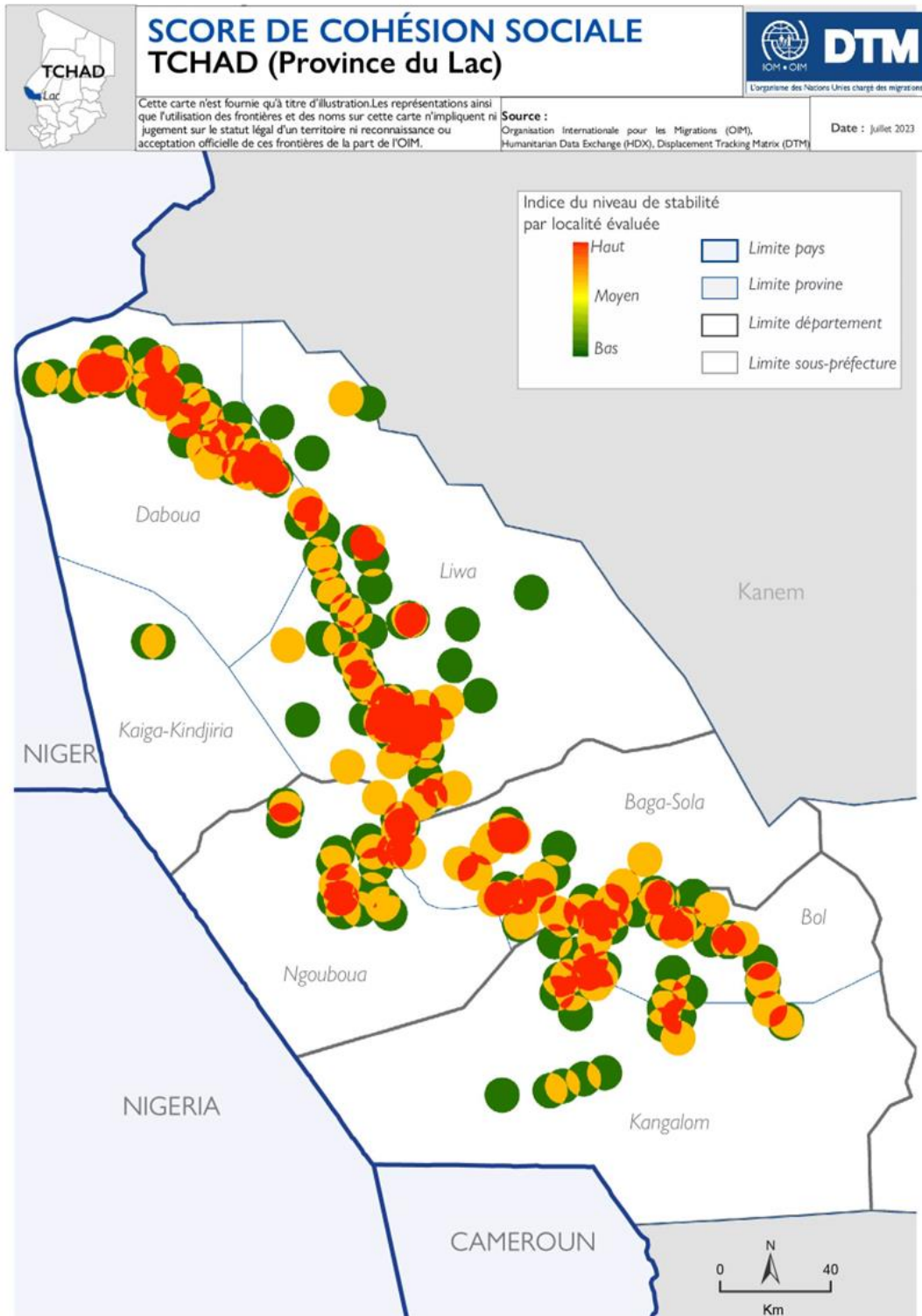
La représentation et l'utilisation des frontières, des noms géographiques et des données connexes figurant sur les cartes et incluses dans le présent rapport ne sont pas garanties comme étant exemptes d'erreurs et n'impliquent aucun jugement sur le statut juridique d'un territoire, ni aucune approbation ou acceptation de ces frontières par l'OIM.

8.2 Score de sécurité



La représentation et l'utilisation des frontières, des noms géographiques et des données connexes figurant sur les cartes et incluses dans le présent rapport ne sont pas garanties comme étant exemptes d'erreurs et n'impliquent aucun jugement sur le statut juridique d'un territoire, ni aucune approbation ou acceptation de ces frontières par l'OIM.

8.3 Score de cohésion sociale



La représentation et l'utilisation des frontières, des noms géographiques et des données connexes figurant sur les cartes et incluses dans le présent rapport ne sont pas garanties comme étant exemptes d'erreurs et n'impliquent aucun jugement sur le statut juridique d'un territoire, ni aucune approbation ou acceptation de ces frontières par l'OIM.

ANNEXE 2

1. Sélection des localités

La sélection des lieux a été aussi large que possible dans les zones affectées par le déplacement et/ou par le retour des populations dans la province de la région du lac Tchad.

Une liste de localités à enquêter a été créée sur la base des données recueillies par l'OIM sur les déplacements et retours, ainsi que d'autres systèmes de données existants (recensement, listes administratives, etc.).

L'objectif était de disposer d'un nombre suffisant de localités, tant au niveau national que régional, afin de garantir une base de données solide pour l'analyse statistique. Au total, 250 localités au Tchad ont été couvertes. Une localité se définit par le niveau administratif 4 (niveau le plus bas possible au Mali). Le niveau a une représentation, qu'elle soit formelle (étatique) ou informelle (chef de village).

2. Calcul de l'indice de solution et de mobilité

Le calcul de l'indice de solution et de mobilité commence par la conception de l'enquête : cet outil a été développé avec la contribution substantielle d'experts en stabilisation communautaire et en études sur le lien entre l'intervention humanitaire, le développement et la paix (HPDN)¹. Il comprend un ensemble de questions évaluant les conditions dans une localité qui ont été déterminées comme étant 1) des indicateurs potentiels de stabilité et 2) pouvant être classées en fonction de leurs implications en terme de stabilité. Les questions ont été divisées en quatre catégories : les questions d'ancrage (perceptions de la stabilité), de sûreté et de sécurité, de cohésion sociale et d'accès aux services de base.

Les réponses sont triées de bonnes à éventuellement mauvaises avant le calcul de l'indice, et ces classes sont ensuite normalisées. Les relations entre les variables explicatives et la variable dépendante, qui est une question de perception spécifique, sont ensuite étudiées à l'aide de la régression logistique. Un score est calculé pour chaque localité à chaque calcul à l'aide de la régression logistique, qui est exécutée trois fois, une fois pour chaque question de perception. Il est ainsi possible de quantifier l'effet de chaque question de perception sur les résultats illustratifs plus exacts et plus explicites.

La moyenne des scores pour chaque calcul de régression logistique donne le score final pour la localité. Cela permet de mieux comprendre la stabilité de chaque observation et les différents problèmes de perception qui influencent les résultats. En plus du score global de stabilité, seules les variables liées à l'un des trois thèmes de l'enquête sont utilisées pour calculer trois sous-indices distincts : l'échelle de la cohésion sociale, l'échelle de la sécurité et l'échelle des services de base.

Ces sous-indices peuvent être utilisés pour identifier les domaines susceptibles de nécessiter une attention particulière dans une région donnée. Cela peut aider les décideurs à cibler les interventions et à allouer les ressources de manière plus efficace et plus ciblée.

3. Régression logistique

La régression logistique est une technique d'analyse statistique couramment utilisée pour explorer les relations entre une variable binaire dépendante (Y) et un ensemble de variables indépendantes ou explicatives. Elle permet de modéliser la probabilité que la variable dépendante 'Y' prenne une certaine valeur en fonction des valeurs des variables explicatives. La régression logistique peut être utilisée pour analyser l'impact de chaque variable explicative sur la variable dépendante et pour prédire les valeurs de la variable dépendante en fonction des valeurs des variables explicatives. Dans le contexte de l'indice de solution et de mobilité, la régression logistique est utilisée pour analyser les relations entre les variables explicatives (par exemple, les indicateurs de sécurité, de cohésion sociale et des services de base) et la variable dépendante (une question de perception spécifique).

4. Limites

Certaines localités n'étaient pas accessibles pendant la période de collecte des données et n'ont donc pas été évaluées pour des raisons de sécurité ou de logistique. Cette couverture restreinte dans certaines régions peut avoir introduit un biais dans l'analyse et limite la généralité de l'indice de solution et de mobilité dans les localités extrêmement peu sûres. Il est important de noter que l'indice de solution et de mobilité est basé sur les perceptions des informateurs de la stabilité et sur le rapport des conditions dans leur localité. L'indice ne prétend donc pas fournir une mesure objective de ce sujet complexe. Les informateurs clés ne sont pas choisis au hasard et peuvent avoir des opinions différentes sur la stabilité de leurs localités vis-à-vis de certains de leurs voisins

¹ Le Nexus humanitaire-développement-paix (HPDN) : en février 2019, le Comité d'aide au développement (CAD) de l'OCDE a adopté sa Recommandation sur les interfaces entre l'humanitaire, le développement et la paix, afin de favoriser une plus grande cohérence entre les acteurs qui s'efforcent de renforcer la résilience dans les contextes fragiles et de s'attaquer aux causes profondes des défis humanitaires. Voir : [Humanitarian Development Peace Nexus \(HPDN\) | Emergency Manual \(iom.int\)](#)

ANNEXE 3: INDICATEURS DE L'ENQUÊTE

QUESTIONS D'ANCRAGE : PERCEPTION DE LA STABILITÉ

Ces indicateurs clés ont été utilisés pour mesurer la perception de la stabilité dans chaque localité. Les indicateurs clés ont ensuite été testés par rapport à chacun des indicateurs thématiques ci-dessous afin d'identifier les indicateurs thématiques les plus influents sur la perception de la stabilité.

Sentiment de stabilité dans la localité

La localité se sent-elle sûre et stable ou peu sûre et instable ?

Capacité à continuer à vivre dans la localité

Comment les habitants de la localité perçoivent leur capacité à rester dans la localité au cours des 6 prochains mois ?

Changements de perception au cours des 6 derniers mois

Les gens ont-ils plus ou moins d'espoir quant à l'état de la communauté qu'il y a six mois ?

ÉCHELLE 1 : MOYENS DE SUBSISTANCE ET SERVICES

Accès et qualité des abris

Proportion de la communauté qui a accès à un abri et conditions de l'abri.

Dommages aux habitations

Niveau des dommages causés aux habitations par le conflit, et si la reconstruction est en cours.

Éducation Primaire

Accès à l'enseignement primaire et disponibilité d'écoles dans la localité ou dans les villes voisines.

Centre de santé et soins médicaux

Accès à un centre de santé opérationnel dans la localité ou dans la ville voisine.

Marché local

Si les marchés sont ouverts régulièrement et approvisionnés

Électricité

Accès et fiabilité de l'électricité dans la localité

Eau potable

Accès et disponibilité de l'eau potable dans la localité.

Terres agricoles et lieux de pêche

Étendue des zones de pêche et des terres agricoles utilisées dans la localité.

Présence d'employés du secteur public

Présence ou non d'employés du secteur public et comment ils ont réagi au conflit.

Internet et technologie des communications

Accès et fiabilité des services Internet ou téléphoniques.

ÉCHELLE 2 : SÛRETÉ ET SÉCURITÉ

Incidents de sécurité récents

S'il y a eu des incidents de sécurité graves au cours des derniers mois.

Incidents de sécurité - Ressources

Tendances du nombre d'incidents de sécurité liés à des tensions sur les ressources (vols de bétail, conflits fonciers, etc.) au cours des trois derniers mois.

Incidents de sécurité - Groupes armés non-étatiques

Tendances du nombre d'incidents de sécurité liés aux activités des groupes armés non-étatiques (enlèvements, attaques terroristes, raids, etc.) au cours des trois derniers mois.

Petite délinquance

Tendances du nombre de délits mineurs (vol, vol à la tire, vandalisme, ivresse publique, etc.) au cours des trois derniers mois.

Préoccupations de la communauté concernant la sécurité

Inquiétude des habitants quant à leur sécurité (enlèvements, crimes, combats entre groupes armés, etc.).

Présence de la police

Présence de la police/gendarmerie dans la localité.

Présence des forces de sécurité

Présence de forces de sécurité dans la localité

Présence de groupes armés non-étatiques

Présence de groupes armés non-étatiques dans la localité.

Présence de Milices informelles/groupes d'autodéfense

Présence de milices d'autodéfense informelles et de groupes d'autodéfense dans la localité.

Liberté de mouvement

Liberté de mouvement des résidents (vers les marchés, vers leurs maisons, vers leurs lieux de travail, vers les fermes, etc.) dans la localité.

Couvre-feu formel

Couvre-feu officiel imposé par l'État pour des raisons de sécurité.

Couvre-feu informel

Couvre-feu informel imposé par des groupes armés non-étatiques.

État d'urgence

Indique si la localité est en état d'urgence.

Recours juridiques

Si les résidents ont accès à des voies de recours légales pour résoudre les conflits.

ÉCHELLE 3 : COHÉSION SOCIALE

Occupation illégale d'une maison, d'un terrain ou d'une propriété

Occupation illégale d'un terrain, d'un habitat ou d'une propriété (sans autorisation de la famille, des voisins, des autorités locales)

Vol d'effets personnels

Vols d'effets personnels signalés dans la localité au cours des 6 derniers mois

Vols de bétail signalés

Vol de bétail signalé dans la localité au cours des 6 derniers mois

Vie publique quotidienne

Si les résidents sont en mesure d'effectuer des activités de base sans inquiétude (aller au marché, laisser les enfants jouer dehors, les vendeurs ambulants, etc.)

Soutien communautaire

Probabilité de coopération entre voisins en cas de problèmes (tels que l'approvisionnement en eau ou en nourriture) dans la localité.

Tension communautaire

Incidents ou affrontements impliquant deux groupes (religieux, ethniques, éleveurs/agriculteurs, communautés déplacées/retournées/hôtes) dans la localité.

Égalité d'accès aux services

Les populations de la localité ont un accès égal aux services et ressources de base, quels que soient leur âge, leur sexe ou leur groupe (ethnie, clan, statut de déplacement).

Documents d'identité

Niveau de possession ou d'accès aux documents d'identité dans la localité.

Participation aux affaires publiques

Niveau de participation à la vie publique et politique locale (organisations de la société civile, syndicats, comités, rassemblements sociaux, groupes religieux).

ÉCHELLE 4 : DOMMAGES CAUSÉS PAR LES CATASTROPHES

Fréquence de catastrophes

Fréquence et type de catastrophes qui ont frappé la localité au cours des cinq dernières années.

Scolarisation

Impact des catastrophes sur les infrastructures scolaires et leur accessibilité par les écoliers après la catastrophe.

Moyen de subsistance et activités économiques

Impact des catastrophes sur les moyens de subsistance et les activités économiques au cours des cinq dernières années

Abri, eau, assainissement et hygiène

Résistance des abris aux catastrophes et proportion de destruction des latrines par les catastrophes au cours des cinq dernières années.

Santé

Résistance des infrastructures de santé aux catastrophes, accessibilité des établissements de santé par les patients après une catastrophe et pénurie de médicaments à la suite de catastrophes.

Organisation et relation avec la communauté

Disponibilité et proximité de comités communautaires de réduction des risques de catastrophes (RRC), participation à des exercices de simulation, connaissance des systèmes d'alerte précoce et des points de rassemblement.

Information et communication

Connaissance des sources d'information communautaires sur la préparation et la réponse aux catastrophes par les membres de la communauté

Vulnérabilités des terres

Proportion de terres potentiellement touchées par des catastrophes dans la localité

Politique de préparation face aux aléas climatiques

Existence de politiques locales de préparation aux risques climatiques quotidiens (politique de gestion des déchets, politique de drainage, politique d'approvisionnement en eau, ...)

Capacité d'adaptation

Existent-ils des mesures mises en place pour accroître la résilience de la communauté aux catastrophes par le biais des mécanismes d'adaptation (plan d'urgence opérationnel, disponibilité des fonds de récupération, construction des bâtiments résistants aux intempéries, ...)

Dependance aux ressources naturelles

Niveau d'utilisation des ressources naturelles telles que les terres cultivables, le bois de chauffage et l'eau

Santé environnementale

Moyens de gestion des déchets biodégradables et non biodégradables dans la localité

